



**PRÉFET  
COORDONNATEUR DE BASSIN  
RHÔNE-MÉDITERRANÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Lyon, le **29 JUIL. 2020**

DÉCISION n° 001 du 28 juillet 2020

**RELATIVE À  
RENOUVELLEMENT DE L'HABILITATION DE LA SOCIÉTÉ CTC ENVIRONNEMENT POUR LA  
RÉALISATION DE DIAGNOSTICS DE FONCTIONNEMENT DES DISPOSITIFS DE MESURE DES VOLUMES  
D'EAU PRÉLEVÉS DANS LE MILIEU NATUREL**

**Le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes,  
préfet du Rhône,  
préfet coordonnateur de bassin Rhône-  
Méditerranée  
Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite**

- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L213-11, L213-11-1 et R213-48-34 ;
- Vu l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2020-97 du 15 mai 2020 portant délégation de signature à M Jean-Philippe DENEUVY, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes en matière d'attributions générales ;
- Vu l'arrêté du 18 mai 2020 portant subdélégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes ;
- Vu la note technique du 23 août 2016 relative aux modalités d'habilitation des organismes pour la réalisation de diagnostics sur site de dispositifs métrologiques utilisés pour le calcul des redevances pour prélèvement sur la ressource en eau et pour pollution non domestique de l'eau perçues par les agences de l'eau ;
- Vu la demande de renouvellement de l'habilitation présentée par la société CTC Environnement en date du 15 mai 2020 ;

- Vu l'avis de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse en date du 9 juillet 2020 ;

- Considérant que la société CTC Environnement dispose d'équipes compétentes et formées, d'outils appropriés, dans le cadre d'un système de management certifié,

## DÉCIDE

### Article 1<sup>er</sup> : Objet

La société CTC Environnement, sise à LYON (69) est habilitée pour la réalisation de diagnostics de fonctionnement des dispositifs de mesure des volumes d'eau prélevés dans le milieu naturel en vue de l'établissement de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau.

### Article 2 : Durée de validité et champ d'application

L'habilitation est prononcée pour une période de trois ans, renouvelable selon la même procédure. Elle est applicable à la réalisation de diagnostics de fonctionnement sur site des dispositifs de mesure des volumes prélevés dans le milieu naturel pour les écoulements en charge (non compris le contrôle des débitmètres électromagnétiques) et les écoulements à surface libre. Elle est applicable dans les départements de l'Ain, l'Ardèche, les Bouches-du-Rhône, la Côte d'Or, le Doubs, la Drôme, le Gard, l'Hérault, l'Isère, le Jura, la Loire, le Puy-de Dôme, le Bas-Rhin, le Haut-Rhin, le Rhône, la Haute-Saône, la Saône-et-Loire, la Savoie, la Haute-Savoie, le Var, le Vaucluse, le Territoire de Belfort.

### Article 3 : Publicité

La présente décision sera notifiée à son bénéficiaire. Elle sera également publiée sur le site internet du bassin à l'adresse suivante : <http://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/habilitations/>

### Article 4 : Délais et voies de recours

La présente décision pourra faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de sa publication, d'un recours gracieux auprès de son auteur, ou bien d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lyon. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). En cas de recours gracieux, le délai du recours contentieux sera prorogé de deux mois à compter de la décision de rejet de l'administration, le silence gardé pendant deux mois suivant le recours gracieux emportant le rejet de cette demande.

### Article 5 : Exécution de la présente décision

La secrétaire générale pour les affaires régionales de la région Auvergne-Rhône-Alpes, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes, délégué de bassin Rhône-Méditerranée, les préfets de départements concernés du bassin Rhône-Méditerranée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, dont une copie sera adressée pour information au directeur de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse.